



*L'Archevêque de Dijon*

**Vœux aux autorités civiles, militaires et religieuses  
Jeudi 9 Janvier 2014**

**L'Europe a-t-elle encore une âme ?**

Monsieur le Préfet,  
Mesdames et Messieurs les Élus, Autorités civiles, militaires, judiciaires et académiques,  
Messieurs les membres du Corps consulaire,  
Madame et Messieurs les Ministres des autres cultes,  
Chers confrères et collaborateurs du diocèse,  
Mesdames, Messieurs,

Les élections européennes qui auront lieu cette année permettent de poser la question du rapport historique entre l'Église catholique et le christianisme en général avec la construction de l'Europe, mais surtout de faire le point sur cette grande aventure lancée au lendemain de la dernière guerre.

Cette époque fondatrice appartient pour des millions de jeunes Européens à un passé déjà lointain. Les jeunes générations ont quelque peine à s'imaginer ce qu'était le vieux continent à l'époque des nationalismes et des affrontements idéologiques. La page tournée est certainement le premier fruit du long parcours de plus de soixante-dix ans grâce à l'action pionnière des Six fondateurs en 1951 de la CECA, devenue le marché commun puis la communauté économique européenne, auxquels se sont joints par vagues successives les autres nations pour devenir aujourd'hui 28 dans le cadre de l'Union européenne, sans oublier le Conseil de l'Europe avec la Cour européenne des droits de l'homme, l'espace de la démocratie et de l'Etat de droit qui regroupe 47 pays.

L'Eglise catholique a officiellement accompagné et encouragé la formation de l'Europe des valeurs et du droit. L'opinion catholique, même si elle a manifesté ici ou là des hésitations ou des peurs, a très majoritairement soutenu le projet européen. Quels que soient les sentiments des uns ou des autres, la souveraineté ne peut plus qu'être partagée à l'heure de l'interdépendance des économies, de la circulation des personnes et des biens, des échanges d'information de toute nature.

L'Eglise soutient le projet européen car elle y voit non seulement un garant de la paix sur le vieux continent, mais aussi un progrès de la famille humaine appelée à prendre conscience de son unité intrinsèque et à la réaliser dans des institutions respectueuses de la primauté de la personne humaine et de la spécificité de chaque communauté nationale. Notre vision de l'Europe n'est pas celle d'une bureaucratie exaspérante, mais d'une communauté des valeurs et d'échanges de toute nature, qui prenne en charge les intérêts désormais communs de l'économie, de la diplomatie, de la défense, selon le principe de subsidiarité qui laisse à chaque groupement local régional et national les compétences qui lui reviennent.

L'Eglise fait appel au principe de subsidiarité magistralement développé en 1931 dans l'encyclique *Quadragesimo anno* de Pie XI, principe qui est d'ailleurs au cœur du traité sur l'Union européenne de Maastricht (2009). Selon ce principe, à tout niveau de responsabilité doit correspondre une compétence pour la prendre en charge. L'autorité publique est construite du bas vers le haut. Un niveau d'autorité supérieure ne doit intervenir au niveau inférieur qu'à titre de suppléance, si ce dernier n'est plus en mesure de remplir son rôle. Le traité de Maastricht a d'ailleurs listé les compétences qui doivent rester aux Etats membres par rapport à celles que prend en charge l'Union.

Depuis, la crise financière et économique a creusé le scepticisme vis-à-vis d'une Europe touchée de plein fouet, qui pourtant a fait jouer des mécanismes de solidarité envers les maillons faibles de l'Union.

Notre préoccupation naît de l'effondrement des valeurs qui ont promu et cimenté l'Europe dans ses premières décennies. Il s'agissait de valeurs puisées dans le christianisme et qui appelaient à un engagement particulièrement motivé des chrétiens dans la poursuite de la construction européenne. La constitution rejetée en 2006 était toute entière construite sur les principes de dignité de la personne, de liberté, égalité, solidarité, citoyenneté, justice. Ces principes ont été repris dans la *Charte des droits fondamentaux* de Nice de 2000, mais force est de constater que ces principes avaient déjà reçu des contenus différents de ce qu'ils étaient à l'origine.... Le dialogue entre l'Eglise et l'Europe devenait de plus en plus problématique.

Le refus de mentionner explicitement l'héritage judéo-chrétien a heureusement pu être contourné. Pourquoi un tel acharnement contre l'évidence historique ? Certaines parties de l'Europe semblent vouloir rejeter leur héritage chrétien. D'autres l'invoquent comme la source de l'inspiration qui leur a permis de retrouver la liberté.

Nous assistons à un bouleversement des références anthropologiques fondamentales sur la question du genre, du mariage, de la dignité humaine de l'embryon et de la personne en fin de vie. Une compréhension extensive de la laïcité amène certains pays à ne plus considérer les religions comme des partenaires du dialogue.

Nous sommes dans une situation de redistribution des cartes. Le grand projet d'unir les peuples européens sur la base de leur commun héritage chrétien s'essouffle irrémédiablement. Sans le ciment d'une vision spirituelle et fondatrice de valeurs intangibles, l'Europe est livrée sans autre défense à la crise. L'économie et la finance deviennent les critères uniques de toutes les décisions, sans parvenir à créer un sentiment d'appartenance à une même aventure.

L'âme de l'Europe résidait dans son soubassement chrétien. On ne remplace pas l'âme par des perspectives de restrictions budgétaires et des augmentations d'impôts. L'âme, c'est le souffle qui donne cohésion à l'organisme et le propulse dans l'avenir. L'Europe a besoin d'un projet spirituel si elle veut être attractive et relever le défi des nations qui disent mettre leur sort en commun non seulement pour survivre mais pour construire une humanité réconciliée dans le respect des différences et le développement de ce qui leur est commun. Il n'est jamais trop tard, puisqu'il est impossible de revenir en arrière. Ce projet spirituel, l'Europe doit le puiser dans ce qu'elle a de meilleur et qui a fait jusqu'ici son identité et son universalité.

Mesdames et Messieurs, souhaitons-nous une année 2014 riche de surprises et de sursauts salutaires. Bonne année à tous.